

DATHCOM MINING S.A.

Société Anonyme avec Conseil d'Administration

Avec Capital Social de CDF 100.000.000

RCCM CD/KIN/RCCM/16-B-12284

IDN 01-128-N15651Y

Siège social : 1^{er} Niveau, Complexe La Piazza, HYPPER PSARO,
Croisement avenues SAIO et LUMUMBA. Carrefour,
Ville de Lubumbashi, Province du Haut-Katanga,
République Démocratique du Congo.

STATUTS COORDONNES

(signatures)

PRÉAMBULE

Entre les soussignés :

- **AVZ INTERNATIONAL PTY LTD**, Société australienne numéro 617 550 464, dont le siège social est situé Level 2, 8 Colin Street, West Perth, Western Australia 6005, représentée aux fins des présentes par Monsieur **Nigel Munro Ferguson**, Executive Chairman of the Board,

Ci-après désignée « **AVZ** » ;

- **LA CONGOLAISE D'EXPLOITATION MINIERE**, Société Anonyme avec Conseil d'Administration, en abrégé « **COMINIERE SA** » immatriculée au Registre de Commerce et de Crédit Mobilier de Kinshasa sous le numéro CD/KIN/RCCM/14-B-5938, inscrite dans le Registre de l'Identification Nationale sous le numéro 01-126-N57838Y, dont le siège social est situé au n°56 de l'Avenue Colonel Ebeya, Appartement n°8, Immeuble Bon Coin, Commune de la Gombe, Kinshasa, République Démocratique du Congo, représentée aux fins des présentes par Monsieur **Athanase MWAMBA MISAO**, Directeur Général ad intérim,

Ci-après désignée « **COMINIERE SA** » ;

- **DATHOMIR MINING RESSOURCE SARLU**, Société à Responsabilité Limitée, immatriculée au Registre de Commerce et de Crédit Mobilier de Kinshasa sous le numéro CD/KIN/RCCM/16-B-9386, inscrite dans le Registre de l'Identification Nationale sous le numéro 01-128-N04998G, dont le siège social est situé au n°5 de l'Avenue des Ambassadeurs, Commune de la Gombe, Kinshasa, République Démocratique du Congo, représentée aux fins des présentes par Monsieur **Simon CONG MAOHUAI**, Gérant statutaire,

Ci-après désignée « **DATHOMIR SARL** ».

La société a été immatriculée le 14 décembre 2016 sous la forme d'une Société par Actions Simplifiées soumise au Traité OHADA daté du 17 octobre 1993 relatif à l'Organisation de l'harmonisation du droit des affaires en Afrique comportant plus particulièrement l'Acte Uniforme Révisé relatif au Droit des Sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Économique (ci-après « **AUSGIE-REVISE** ») adopté le 30 Janvier 2014 et publié au Journal Officiel de l'OHADA le 4 Février 2014 (l'**Acte Uniforme**'), les actionnaires ont approuvé la transformation de la forme sociale de la société en Société Anonyme avec Conseil d'Administration régie par les dispositions de l'Acte Uniforme et cela aux termes des décisions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 16 août 2019.

TITRE I : FORME - OBJET - DENOMINATION- SIEGE - DUREE

ARTICLE 1. FORME

La Société a la forme d'une Société Anonyme avec Conseil d'Administration qui est régie par l'Acte Uniforme Révisé relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'intérêt Économique (OHADA) (ci-après « **AUSGIE-REVISE** ») tel qu'adopté le 30 Janvier 2014 à Ouagadougou, et tous textes ultérieurs complémentaires ou modificatifs.

(signatures)

ARTICLE 2. DENOMINATION

La Société a pour dénomination de « **DATHCOM MINING S.A.** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, les factures, les annonces et publications diverses, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement en caractère lisible des mots « société anonyme » ou du sigle « S.A. » et des termes « avec conseil d'administration », du montant du capital social, de l'adresse du siège social et de la mention du numéro d'immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier (le « **RCCM** »).

ARTICLE 3. OBJET SOCIAL

La société a pour objet principal, en République Démocratique du Congo et à l'étranger, tant pour son propre compte ou pour le compte des tiers, soit par elle-même, soit par l'entremise des tiers, personnes physiques ou personnes morales, soit conjointement, soit en participation ou sous toute autre forme légale, toutes activités se rapportant directement ou indirectement :

1. A toutes opérations d'études, à la recherche minière, à l'exploitation industrielle, à l'extraction, à toutes opérations de concentration et de traitement métallurgique et chimique des minerais (concentrés), à la production des substances minérales valorisables y contenues, ainsi que toutes opérations de transformation, au stockage, à la détention, au transport, à la commercialisation et à l'exportation des substances minérales des divers métaux, ressources et leur dérivés ainsi que toutes opérations connexes de nature à favoriser la réalisation de cet objet.
2. Elle peut également participer à toutes opérations qui, directement et/ou indirectement, sont en relation avec cet objet et qui sont de nature à favoriser l'accroissement de son patrimoine et les intérêts des actionnaires. Elle pourra ainsi acquérir, construire ou prendre en location, tous immeubles relatifs à la poursuite de son objet social et/ou de nature à favoriser celui-ci. Elle peut s'intéresser, par toutes voies, dans toutes affaires, entreprises à favoriser le développement de son entreprise et lui procurer des matières premières et qui sont de nature à favoriser l'accroissement de son patrimoine, et ce par tous moyens, notamment par voie d'apport, de souscription ou d'achats d'actions, de parts, de fusion, d'association, d'alliance, de commandite ou autres. Cet objet pourra être modifié par la suite par décisions de l'Assemblée Générale des associés délibérant dans les conditions requises pour la modification des Statuts, comme précisé à l'Article 35 infra.

ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est situé : 1^{er} Niveau, Complexe La Piazza, HYPPER PSARO, Croisement avenues SAIO et LUMUMBA, Carrefour, Ville de Lubumbashi, Province du Haut-Katanga, République Démocratique du Congo.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la République Démocratique du Congo par une simple décision du Conseil d'administration, cette décision du conseil d'administration emportant pouvoir de modification des Statuts sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale ordinaire, et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur. De même, la Société peut établir par décision du conseil d'administration des sièges d'exploitation, succursales, agences et départements en République Démocratique du Congo ou à l'étranger, avec, dans ce dernier cas, l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire votant aux conditions de quorum

(signatures)

et de majorité de l'Article 35, et sans que les succursales, agences et départements ainsi créés ne puissent déroger à la direction et au contrôle du siège social.

ARTICLE 5. DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévue dans les présents Statuts et par les dispositions de l'Acte Uniforme.

TITRE II. APPORTS – CAPITAL SOCIAL – ACTIONS

ARTICLE 6. APPORTS ET MONTANT DU CAPITAL SOCIAL

6.1 Apports

Suite aux apports initiaux et complémentaires des actionnaires (actuels ou anciens) ainsi qu'aux cessions intervenues depuis la constitution de la Société, au jour des présentes les apports des actionnaires (actuels ou anciens) se présentent comme suit :

I - Apports en numéraire

ACTIONNAIRES	SOUSCRIPTION/CDF	ACTIONS	POURCENTAGES
AVZ INTERNATIONAL PTY LTD	60.000.000	600	60
COMINIERE SA	25.000.000	250	25
DATHOMIR MINING RESOURCES SARLU	15.000.000	150	15
TOTAL	100.000.000	1000	100

6.2 Capital Social

Le capital social est fixé à la somme de 100.000.000,00 Francs Congolais (CDF 100.000.000,00) et divisé en mille (1000) actions nominatives d'une valeur nominale de 100.000,00 Francs Congolais (100.000,00 CDF) chacune, toutes de même catégorie.

- **AVZ INTERNATIONAL PTY LTD** : soixante (60%), soit Six Cent (600) actions.
- **COMINIERE SA** : vingt-cinq (25%), soit deux Cent Cinquante (250) actions ;
- **DATHOMIR MINING RESOURCES SARLU** : quinze (15%), soit cent cinquante (150) actions.

ARTICLE 7. SOUSCRIPTION ET LIBERATION DES ACTIONS

7.1. Les actions représentant des apports en numéraire doivent être libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale.

(signatures)

7.2. Dans le cas d'émission d'actions de numéraire avec prime, cette dernière doit être intégralement versée lors de la souscription.

7.3. En cas de libération partielle des actions la libération du surplus interviendra en une ou plusieurs fois sur décision du conseil d'administration dans les conditions qu'il fixera et dans un délai qui ne pourra excéder trois (3) années à compter de l'émission des actions.

7.4. Les appels de fonds seront portés à la connaissance des actionnaires par lettre recommandée adressée à chacun d'eux, au dernier domicile qu'il aura fait connaître à la Société, quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement.

ARTICLE 8. DEFAUT DE LIBERATION

8.1 En cas de non-paiement des sommes restant à verser sur les actions non libérées, aux époques fixées par le Conseil d'Administration, la société adresse à l'actionnaire défaillant une mise en demeure par lettre au porteur contre récépissé ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

8.2 Un mois après cette mise en demeure restée sans effet, la Société poursuit de sa propre initiative la vente de ces actions. A compter du même délai, les actions pour lesquelles les versements exigibles n'ont pas été effectués cessent de donner droit à l'admission aux votes dans les assemblées d'actionnaires et elles sont déduites pour le calcul du quorum et de majorité.

8.3 A l'expiration de ce même délai d'un mois, le droit au dividende et le droit préférentiel de souscription aux augmentations de Capital attaché à ces actions sont suspendus.

ARTICLE 9. FORME DES ACTIONS

9.1 Les actions de la Société sont exclusivement des titres nominatifs.

9.2 La Société peut émettre des actions de préférence et des valeurs mobilières composées dans les conditions prévues par la loi et les présents Statuts.

ARTICLE 10. TRANSMISSION DES ACTIONS

10.1 Les actions intégralement libérées ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au RCCM ou, si elles proviennent d'une augmentation de capital, qu'après l'inscription à ce registre de la mention modificative.

10.2 La propriété des actions résulte de leur inscription en compte au nom du titulaire sur les registres tenus à cet effet au siège social.

10.3 La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par l'inscription des actions concernées au compte-titre de l'acquéreur sur les registres tenus à cet effet au siège social.

10.4 Les actions sont librement cessibles à tout moment : (A) entre actionnaires ; et (B) à toute Société Affiliée du cédant, sous réserve de la souscription des engagements suivants par l'actionnaire cédant et sa Société Affiliée à l'égard des actionnaires non-cédants :

- la Société Affiliée demeurera une Société Affiliée du cédant aussi longtemps qu'elle détiendra les actions ; si la Société Affiliée cesse d'être une Société Affiliée du cédant, elle rétrocèdera les actions à l'actionnaire cédant ou à une autre de

(signatures)

- ses Sociétés Affiliées, qui prendra le même engagement à l'égard des actionnaires non-cédants ; et
- l'actionnaire cédant informera les actionnaires non-cédants préalablement à la cession en justifiant la qualité de Société Affiliée du cessionnaire. Pour les besoins des présents Statuts, « **Société Affiliée** » désigne toute société : - contrôlée par l'un des actionnaires ;

10.5 contrôlant l'actionnaire cédant ; ou - sous contrôle d'une société contrôlant elle-même l'actionnaire cédant. Pour les besoins du présent Article 10.5, la notion de « contrôle » s'entend au sens de l'article 175-1° de l'Acte Uniforme.

10.6 Droit de préemption en cas de cession d'actions

Toute cession libre doit être notifiée au Conseil au minimum huit (8) jours avant la date de cession effective. Cette notification doit être accompagnée d'un document prouvant la qualité de la société affiliée du cessionnaire, d'un document confirmant l'adhésion du cessionnaire au contrat de joint-venture signé entre les associés et la société le 27 janvier 2017 (le « Contrat de Joint-Venture ») ainsi que son engagement de rétrocession au cas où il cesserait d'être une Société Affiliée.

Les Associés conviennent que les actions ne peuvent pas être cédées aux tiers jusqu'à la date à laquelle l'étude de faisabilité préliminaire réalisée par la Société ou par AVZ pour le compte de la Société sera remise à COMINIÈRE SA conformément aux termes de l'Article 6.2 du Contrat de Joint-Venture (la « Période de blocage »).

(A) Offre du Tiers

Un actionnaire (le « **Cédant** ») peut céder tout ou partie de ses actions à un tiers, s'il a reçu une offre ferme écrite (l'« **Offre du Tiers** ») d'une personne de bonne foi, agissant dans des conditions concurrentielles (l'« **Offrant** ») proposant d'acquérir tout ou partie des actions du Cédant (les actions dont la cession est ainsi projetée sont dénommées ci-après les « **Actions du Cédant** »), pour autant que cette offre ne soit subordonnée qu'à des conditions suspensives raisonnables, et que le Cédant ait reçu des assurances satisfaisantes que l'Offrant est financièrement capable d'exécuter les termes de l'Offre du Tiers. L'Offre du Tiers devra être irrévocable.

(B) Offre du Cédant

Dans les dix (10) jours suivant la réception de l'Offre du Tiers, le Cédant adressera une copie de celle-ci aux autres actionnaires (les « **Autres Actionnaires** »), en même temps que sa propre offre de vendre les Actions du Cédant aux Autres Actionnaires aux mêmes termes et conditions (l'« **Offre du Cédant** »), proportionnellement à leurs participations respectives dans la Société, calculée sans tenir compte des Actions du Cédant.

(C) Droit de Préemption

Les Autres Actionnaires disposeront d'un droit de préemption sur toutes (mais seulement toutes) les Actions du Cédant offertes et devront exercer ce droit dans les trente (30) jours à compter de la date de l'Offre du Cédant, moyennant notification écrite adressée au Cédant, étant entendu que les Autres Actionnaires pourront librement céder entre eux leurs droits de préemption.

(D) Acceptation de l'Offre du Tiers

(signatures)



Si, dans le délai précité de trente (30) jours, les Autres Actionnaires n'ont pas accepté ou n'ont accepté que partiellement l'Offre du Cédant, cette offre sera présumée refusée dans son ensemble et le Cédant pourra accepter l'Offre du Tiers et conclure ainsi la cession avec l'Offrant. Dans ce cas, les actionnaires et la Société prendront toutes les mesures et accompliront toutes les formalités nécessaires pour que l'Offrant soit enregistré en qualité d'actionnaire dans les registres tenus à cet effet par la Société.

(E) Absence de Vente à l'Offrant

Si la cession entre le Cédant et l'Offrant n'est pas conclue dans les six (6) mois suivant le refus ou le refus présumé (en cas d'acceptation partielle) des Autres Actionnaires de l'Offre du Cédant, le Cédant ne pourra vendre tout ou partie de ses actions à un tiers que s'il satisfait à nouveau à l'ensemble de la procédure prescrite au présent Article 10.

(F) Renonciation

Chaque actionnaire peut, en tout temps, moyennant l'envoi d'une notification écrite, renoncer au droit de se voir offrir des actions en vertu du présent Article 10.6, soit de façon générale, soit pour une période de temps donnée.

(G) Champ d'Application

Le droit de préemption prévu au présent Article 10.6 ne s'applique pas :

- à tout transfert ou cession d'action visée à l'Article 10.4 ;
- à tout transfert ou cession d'actions résultant de la réalisation d'un nantissement des actions de la société.

Toute cession de droits de souscription d'actions en cas d'augmentation de capital par émissions d'actions en numéraire et toute cession de droit à attribution d'actions gratuites en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion seront assimilées à des cessions d'actions et assujetties aux limitations prévues par le présent Article 10.6.

Conditions de cession des actions - Démissions

Les termes et conditions de vente entre actionnaires en vertu du présent Article 10 seront librement fixées par les actionnaires étant précisé qu'il est d'ores et déjà convenu qu'à la date de l'exécution de la vente, le Cédant provoquera, s'il a cédé l'ensemble de ses actions, la démission des représentants au conseil d'administration nommés sur sa proposition. Il provoquera également la démission des gestionnaires qu'il a présentés. Le cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations du Cédant au titre des présents statuts.

10.7 Nantissement d'actions (A) Tout titulaire d'actions est libre de nantir tout ou partie de ses actions sous réserve d'obtenir l'agrément préalable du conseil d'administration. (B) Tout projet de nantissement d'actions de la Société doit être notifié à la Société par lettre au porteur contre récépissé au porteur ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou par télécopie, mentionnant les noms, prénoms, ou dénomination sociale du bénéficiaire et le nombre d'actions devant être nanties, et incluant le projet de la convention de nantissement.

(signatures)

(C) Le conseil d'administration se réunit avant l'expiration du délai de trois (3) mois visé au paragraphe (E) ci-dessous, à l'effet de statuer sur l'agrément demandé.

(D) L'agrément du conseil d'administration n'est considéré accordé que sur réception d'une notification écrite de celui-ci par l'actionnaire concerné. Si le conseil d'administration a donné son consentement au projet de nantissement, ce consentement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties.

(E) Si le conseil d'administration n'a pas fait connaître à l'actionnaire souhaitant nantir tout ou partie de ses actions sa décision dans un délai de trois (3) mois courant à compter de la date de réception par la Société de la demande d'agrément du nantissement, alors l'agrément est réputé refusé.

(F) Le projet de nantissement n'est opposable à la Société que s'il a été agréé par le conseil d'administration statuant dans les conditions fixées à l'Article 20 ci-dessous.

A défaut de consentement préalable donné par le conseil d'administration, le transfert de propriété d'actions intervenant dans le cadre de la réalisation d'un nantissement est soumis à l'agrément préalable du conseil d'administration dans les conditions prescrites par l'Acte Uniforme.

10.8 Conditions de la cession

Pour toute cession d'actions, en tant que condition nécessaire pour que l'actionnaire cédant soit libre de toute obligation au titre des Statuts, la cession d'actions d'un actionnaire à un tiers est soumise au paiement des droits dus à l'Etat au titre de la cession.

ARTICLE 11. DROIT DE PREEMPTION EN CAS DE CHANGEMENT DE CONTROLE

11.1 Rien dans le présent Article n'empêche ou n'affecte la libre cession des actions de toute société détenant directement ou indirectement des actions de société **Dathcom Mining SA**

11.2 Si un tiers (le « **Tiers Acheteur** ») fait une offre de bonne foi d'acquérir plus de cinquante pour cent (50%) du capital social et des droits de vote d'un actionnaire, et que celui-ci souhaite accepter une telle offre, cet actionnaire (l'« **Actionnaire Vendeur** ») notifiera les Autres Actionnaires d'une telle offre et leur offrira de leur céder toutes ses actions dans la Société (les « **Actions du Vendeur** »), étant entendu que l'offre du Tiers Acheteur devra énoncer un prix distinct pour les Actions du Vendeur (le « **Prix de Vente** »)

11.3 Une telle notification (une « **Notification de Transfert** ») constituera une offre de vente des Actions du Vendeur aux Autres Actionnaires et devra :

donner les détails relatifs au Tiers Acheteur ayant communiqué une telle offre à l'Actionnaire Vendeur et inclure un certificat écrit de deux dirigeants de l'Actionnaire Vendeur énonçant que l'offre est une offre de bonne foi d'un actionnaire n'ayant pas de lien avec l'Actionnaire Vendeur et que le prix et les autres termes sont des termes établis de bonne foi.

11.4 Si l'offre du Tiers Acheteur n'énonce pas un prix distinct pour les Actions du Vendeur, le Prix de Vente sera déterminé par un cabinet d'audit indépendant internationalement reconnu, désigné par l'Actionnaire Vendeur et les Autres Actionnaires. Le cabinet d'audit

(signatures)

devra déterminer le Prix de Vente, qui sera au moins égal à la valeur du marché, étant entendu qu'en aucun cas le Prix de Vente ne pourra être inférieur à la valeur comptable des Actions du Vendeur.

11.5 Cette évaluation liera l'Actionnaire Vendeur ainsi que les Autres Actionnaires. Si l'Actionnaire Vendeur et les Autres Actionnaires ne parviennent pas à s'accorder sur le choix du cabinet d'audit, l'évaluation sera décidée conformément à la procédure d'arbitrage visée à l'Article 44. Une fois le Prix de Vente déterminé, l'Actionnaire Vendeur notifiera ledit prix aux Autres Actionnaires, cette notification étant considérée comme partie intégrante de la Notification de Transfert visée à l'Article 11.3. Toute Notification de Transfert, une fois donnée, ne pourra plus être retirée et ne pourra, sauf accord écrit des Autres Actionnaires, être modifiée. L'Actionnaire Vendeur devra communiquer aux Autres Actionnaires, aux frais de l'Actionnaire Vendeur, toute information et preuve raisonnablement requises par écrit par les Autres Actionnaires pour les besoins de la confirmation de l'identité du Tiers Acheteur et de la bonne foi de son offre.

11.6 Dans les quinze (15) jours calendaires de la réception de la Notification de Transfert ou, le cas échéant, de la notification du Prix de Vente déterminé par un cabinet d'audit (la « **Période d'Acceptation** »), les Autres Actionnaires devront notifier par écrit à l'Actionnaire Vendeur si: - ils acceptent l'offre au Prix de Vente ou à tout autre prix qui aura fait l'objet d'un accord entre les Autres Actionnaires et l'Actionnaire Vendeur au cours de la Période d'Acceptation ; ou ils déclinent l'offre.

11.10 Si les Autres Actionnaires acceptent l'offre, ils seront dans l'obligation d'acquérir les Actions du Vendeur suite à la notification écrite donnée à l'Actionnaire Vendeur faisant part de leur acceptation de l'offre. La réalisation de la vente et l'achat des Actions du Vendeur aura lieu (sauf si les Autres Actionnaires et l'Actionnaire Vendeur en conviennent autrement) à une date correspondant à dix (10) jours calendaires à compter de la notification faite par les Autres Actionnaires à l'Actionnaire Vendeur.

11.11 A défaut pour les Autres Actionnaires d'accepter ou de décliner l'offre dans la période d'Acceptation visée ci-dessus, ou dans l'hypothèse où l'engagement des Autres Actionnaires ne porterait pas sur l'intégralité des Actions du Vendeur, ils seront considérés comme ayant décliné l'offre.

11.12 Chaque actionnaire peut, en tout temps, moyennant l'envoi d'une notification écrite, renoncer au droit de se voir offrir des actions en vertu du présent Article 11, soit de façon générale, soit pour une période de temps donnée.

11.13 Les dispositions relatives au droit de préemption prévu au présent Article 11 ne s'appliqueront pas :

- à toute transaction ou opération impliquant ou donnant lieu à une restructuration totale ou partielle DATHCOM MINING sous réserve que ladite opération de restructuration n'entraîne pas un changement de contrôle du AVZ INTERNATIONAL. La notion de « contrôle » s'entend au sens de l'article 175-1° de l'Acte Uniforme ;
- à tout transfert ou cession d'actions résultant de la réalisation d'un nantissement.

ARTICLE 12. INDIVISIBILITE DES ACTIONS

12.1. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du

(signatures)

copropriétaire le plus diligent. Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux assemblées générales. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant envoi de cette lettre. Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

ARTICLE 13. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

13.1 Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

13.2 Elle donne, en outre, le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales proportionnellement à la quotité du capital qu'elle représente, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les Statuts.

13.3 Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

13.4 Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

13.5 La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux décisions de l'assemblée générale.

TITRE III. MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 14. AUGMENTATION DE CAPITAL

14.1 Le capital social peut être augmenté soit par création d'actions nouvelles, soit par majoration du montant nominal des actions existantes.

Les actions nouvelles sont libérées, soit en espèces, soit par compensation avec des créances certaines, la Société, soit par incorporation de réserves, soit par incorporation de bénéfices ou primes d'émission, soit par apport en nature. Les actions nouvelles sont émises soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider ou autoriser une augmentation de capital, sur le rapport du conseil d'administration et sur le rapport du commissaire aux comptes.

Lorsque l'assemblée générale autorise l'augmentation de capital, elle peut déléguer au conseil d'administration, la compétence pour décider de l'augmentation de capital. Dans ce cas, l'assemblée générale fixe la durée, qui ne peut excéder vingt-quatre (24) mois, durant laquelle cette délégation peut être utilisée et le plafond global de cette augmentation. Le conseil d'administration dispose alors des pouvoirs nécessaires pour fixer les modalités d'émission, constater la réalisation de l'augmentation de capital qui en résulte et procéder à la modification corrélative des Statuts.

14.5 L'augmentation de capital par majoration du montant nominal des actions n'est décidée qu'avec le consentement unanime des actionnaires à moins qu'elle ne soit réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

(signatures)

14.6 En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, l'assemblée générale statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

14.7 L'assemblée générale statue sur toute augmentation de capital autre que celles visées aux Articles 14,5 et 14.6 des Statuts aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'Article 35 pour les assemblées générales extraordinaires. Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions en numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Ce droit est irréductible. Dans le cas où un ou plusieurs des actionnaires n'exerceraient pas leur droit préférentiel de souscription, celui-ci bénéficiera aux autres actionnaires, au prorata des actions qu'ils détiennent. Le prix d'émission des actions nouvelles ou les conditions de fixation de ce prix doivent être déterminés par l'assemblée générale extraordinaire sur le rapport du conseil d'administration et sur celui du commissaire

14.8 Le rapport du conseil d'administration indique notamment :

- le montant maximal et les motifs de l'augmentation de capital proposée ;
- le cas échéant, les motifs de la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription ; et
- le cas échéant, le nom des attributaires des actions nouvelles, le nombre de titres attribués à chacun d'eux et, avec sa justification, le prix d'émission. Lorsque les actions existantes sont grevées d'un usufruit, l'usufruitier et le nu-propriétaire peuvent régler comme ils l'entendent les conditions d'exercice du droit préférentiel de souscription et l'attribution des actions nouvelles. A défaut d'accord entre les parties, les dispositions de l'Acte Uniforme sont applicables.

14.13 Les augmentations de capital par apport en nature et par stipulation d'avantages particuliers devront être réalisées en respectant les procédures visées à l'Acte Uniforme.

ARTICLE 15. REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

15.1 L'assemblée générale extraordinaire peut décider la réduction du capital, soit par la diminution de la valeur nominale des actions, soit par la diminution du nombre des actions.

15.2 La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'Article 35, qui peut déléguer au conseil d'administration tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, une réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre actionnaires, sauf consentement exprès des actionnaires défavorisés.

15.3 Le projet de réduction de capital est communiqué au commissaire aux comptes quarante-cinq (45) jours au moins avant la réunion de l'assemblée générale extraordinaire qui décide ou autorise la réduction de capital.

15.4 La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

15.5 A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

(signatures)

TITRE IV. ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 16. CONSEIL D'ADMINISTRATION

16.1 La Société est administrée par un conseil d'administration composé de sept (7) membres, actionnaires ou non, désignés par l'assemblée générale des actionnaires comme suit :

- Trois (4) administrateurs sont désignés parmi les candidats présentés par l'actionnaire AVZ INTERNATIONAL ; et
- Deux (2) administrateurs sont désignés parmi les candidats présentés par l'actionnaire - COMINIÈRE SA
- Un (1) administrateur est désigné parmi les candidats présentés par l'actionnaire - DATHOMIR si le capital soit à 10% ou plus. En dessous de 10%, aucun actionnaire n'aura droit au Conseil d'Administration ;

16.2 La durée du mandat des administrateurs est de six (6) ans. Leurs fonctions expirent à l'assemblée générale ordinaire annuelle qui examine les comptes de la Société pour l'année de fin de mandat sauf révocation. Les mandats des administrateurs sont renouvelables.

16.3 Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Dans ce dernier cas, celles-ci doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent, qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

16.4 Le représentant permanent exerce ses fonctions pendant la durée du mandat d'administrateur de la personne morale qu'il représente.

16.5 Lors de chaque renouvellement de son mandat, la personne morale doit préciser si elle maintient la même personne physique comme représentant permanent ou procéder, sur-le-champ, à la désignation d'un autre représentant permanent.

16.6 Lorsque la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de notifier sans délai à la Société, par lettre au porteur ou par lettre recommandée avec accusé de réception, cette révocation ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent ou pour toute autre cause qui l'empêcherait d'exercer son mandat.

16.7 En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le conseil d'administration peut désigner, entre deux assemblées, de nouveaux administrateurs choisis parmi des candidats présentés par les actionnaires détenteurs de la catégorie d'actions dont relevaient le ou les administrateurs dont le siège est vacant, dans les conditions prescrites par l'Acte Uniforme.

16.8 Les nominations d'administrateurs effectuées par le conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis par le conseil d'administration antérieurement à l'assemblée générale ordinaire n'en demeurent pas moins valables.

16.9 L'administrateur nommé en remplacement d'un autre exerce ses fonctions pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

(signatures)

16.10 L'assemblée générale des actionnaires ne pourra refuser la nomination d'un candidat au poste d'administrateur que pour des raisons sérieuses devant être motivées par écrit. Dans ce cas, l'actionnaire ayant présenté le candidat non-retenu pourra présenter un autre candidat au poste d'administrateur.

16.11 La désignation des administrateurs doit faire l'objet d'une publication au registre tenant lieu de RCCM. Il en est de même du représentant permanent d'une personne morale nommée administrateur.

ARTICLE 17. BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

17.1 Le conseil d'administration est présidé par le Président du Conseil d'Administration, désigné conformément aux dispositions de l'Article 18.

17.2 En cas d'empêchement du président- , les séances du conseil d'administration sont présidées par l'un des administrateurs désignés sur proposition de l'actionnaires AVZ INTERNATIONAL.

ARTICLE 18. Direction Générale

Président du Conseil d'administration et directeur général

Le Conseil d'administration désigne parmi ses membres un Président qui doit être une personne physique.

Le conseil d'administration nomme parmi ses membres ou en dehors d'eux un directeur général, personne physique. Sur proposition du directeur général, le conseil d'administration peut donner mandat à une ou plusieurs personnes physiques d'assister le directeur général en qualité de directeur général adjoint.

Le directeur général assure la direction générale de la société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers.

Pour l'exercice de ses fonctions, il est investi des pouvoirs les plus étendus qu'il exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués aux assemblées générales ou spécialement réservés au conseil d'administration par des dispositions légales ou statutaires.

Dans ses rapports avec les tiers, la société est engagée, même par les actes du directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le directeur général peut être lié à la société par un contrat de travail.

La durée du mandat du directeur général est déterminée par le conseil d'administration.

Le mandat du directeur général est renouvelable.

En cas d'empêchement temporaire ou définitif du directeur général, le conseil d'administration pourvoit à son remplacement immédiat en nommant, sur la proposition de son président, un directeur général.

(signatures)

Le directeur général peut être révoqué à tout moment par le conseil d'administration. Sauf en cas de décès, de démission ou de révocation, les fonctions de directeur général prennent normalement fin à l'arrivée du terme de son mandat.

ARTICLE 19. DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION - PROCES-VERBAUX

19.1 Le conseil d'administration se réunit à chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation du Président du Conseil d'Administration, ou celle du tiers au moins de ses membres.

19.2 Les convocations sont communiquées par lettre remise en main propre, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie ou courrier électronique avec accusé de réception. Les lettres devront avoir été reçues sept (7) jours ouvrables au moins avant la réunion, mentionner l'ordre du jour de celle-ci et, le cas échéant, comporter les documents relatifs aux points inscrits à l'ordre du jour. En cas d'envoi par télécopie ou courrier électronique, ce délai court à compter de la date de transmission de la convocation.

19.3 La réunion du conseil d'administration pourra se tenir avant l'expiration du délai de sept (7) jours ouvrables si aucun administrateur ne s'y oppose et si tous les administrateurs sont présents ou représentés.

19.4 Nonobstant les précédentes dispositions relatives à la convocation du conseil d'administration, celui-ci pourra valablement se réunir en tout temps et sans convocation, si tous les administrateurs sont présents ou représentés et tous les administrateurs consentent à la réunion sans convocation.

19.5 Quelle que soit la forme de la convocation, l'ordre du jour ne peut être fixé lors de la réunion que si tous les administrateurs en exercice sont présents ou représentés à cette réunion et qu'aucun d'eux ne s'oppose à cet ordre du jour,

19.6 Les convocations aux réunions du conseil d'administration sont envoyées aux adresses ou coordonnées des administrateurs qu'ils auront notifiées à la Société.

19.7 Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par trimestre. Il consacrera la réunion du premier trimestre à l'examen et l'adoption des états financiers de l'exercice précédent à présenter à l'assemblée générale annuelle et la réunion du quatrième trimestre à l'examen et l'adoption du projet du programme annuel et du budget de l'exercice suivant.

19.8 Le conseil d'administration se réunit au siège social de la Société ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

19.9 Le conseil d'administration peut désigner un secrétaire qui peut être choisi en dehors de ses membres pour établir les procès-verbaux des débats.

19.10 Les frais raisonnablement engagés par les membres afin de participer aux réunions du conseil d'administration seront supportés et remboursés par la Société.

ARTICLE 20. QUORUM - PROCURATION - MODE DE DECISION - MAJORITE - PROCES VERBAUX

(signatures)

20.1 Le conseil d'administration ne délibère valablement que si tous ses membres ont été convoqués et si au moins la moitié de ses membres est présente. En cas de participation d'administrateurs par visioconférence ou autre moyen de télécommunication, le conseil ne peut valablement délibérer que si au moins un tiers (1/3) des administrateurs est physiquement présent.

20.2 Un administrateur peut donner, par tous moyens (y compris par courrier électronique) mandat à un autre administrateur de le représenter à une séance du conseil d'administration ; chaque administrateur ne pouvant disposer au cours d'une même séance que d'une seule procuration.

20.3 Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs participant à la réunion du conseil d'administration à distance, par visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication transmettant au moins la voix, permettant leur identification et satisfaisant des caractéristiques techniques permettant la retransmission en continue et simultanée des délibérations. Les administrateurs qui participent à la réunion à distance votent oralement.

20.4 Si le quorum exigé pour la réunion du conseil d'administration n'est pas atteint, une nouvelle réunion pourra être convoquée avec un préavis de sept (7) jours calendaires au moins, avec le même ordre du jour. Une telle réunion ne pourra être convoquée en dehors de la République Démocratique du Congo. Aucune condition de quorum ne sera exigée lors de la réunion du conseil d'administration sur seconde convocation, mais aucune décision ne pourra être prise qui n'ait été prévue par l'ordre du jour joint à la convocation initiale. Le conseil d'administration délibérera valablement quel que soit le nombre d'administrateurs présents ou représentés ou la catégorie d'actions qu'ils représentent.

20.5 Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de partage de voix, la voix du président ne sera pas prépondérante. La résolution concernée sera soumise pour décision à l'assemblée générale des actionnaires.

20.6 Les délibérations du conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé par le juge de la juridiction compétente et signées par le président de séance et au moins un (1) administrateur. En cas d'empêchement du président de séance, il est signé par deux (2) administrateurs au moins. Les procès-verbaux mentionnent la date et le lieu de la réunion du conseil et indiquent le nom des administrateurs présents, représentés ou absents non représentés. Ils font également état de la présence ou de l'absence des personnes convoquées à la réunion du conseil d'administration en vertu d'une disposition légale, et de la présence de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie de la réunion. En cas de participation au conseil d'administration par visioconférence ou autre moyen de télécommunication, il est fait mention dans le procès-verbal des incidents techniques éventuellement survenus au cours de la séance et ayant perturbé son déroulement.

20.7 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le président, ou par le président de séance tel que désigné conformément à l'Article 17.2, ou, à défaut, par un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 21. CONSULTATIONS ECRITES

(signatures)

21.1 Dans la mesure permise par la loi, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consultation écrite. Dans ce cas, la procédure décrite ci-dessous doit être respectée.

21.2 Le texte des décisions proposées accompagné du rapport du Président Conseil d'Administration ainsi que les informations nécessaires à l'information des administrateurs sont adressés par le Président du Conseil d'Administrateur à ces derniers.

21.3 Les administrateurs disposent d'un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception de ces documents pour émettre leur vote par écrit. Pour chaque résolution le vote est exprimé par « oui » ou par « non ». Cette réponse est adressée au président. Tout administrateur n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus fixé est réputé s'être abstenu pour la ou les résolutions considérées.

21.4 Pour être valables les décisions prises par consultation écrite doivent être approuvées par la majorité simple des administrateurs. Le procès-verbal de la consultation est établi dans les mêmes conditions que celles prévues pour les procès-verbaux de réunion du conseil d'administration.

ARTICLE 22. POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

22.1 Le conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

22.2 Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la Société.

22.3 Le conseil d'administration procède à tout moment aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

22.4 Le conseil d'administration arrête les bilans et les comptes à soumettre à l'assemblée générale, fixe le montant des amortissements, fait rapport chaque année à celle-ci sur les opérations de la Société et fixe la date du paiement des dividendes.

22.5 Le président- est tenu de communiquer à chaque
administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

22.6 Le conseil d'administration peut conférer à un ou plusieurs de ses membres, tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

22.7 Le conseil d'administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même soumet, pour avis, à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

22.8 Le conseil d'administration nomme les auditeurs indépendants pour tous travaux de contrôle et d'évaluation qu'il estime nécessaires, à l'exception de l'audit annuel des comptes de la Société réalisé par les commissaires aux comptes. Sur proposition des administrateurs présentés par l'actionnaire AVZ INTERNATIONAL, le conseil d'administration nomme un directeur général adjoint dans les conditions prévues par

(signatures)

l'Acte Uniforme. Le conseil d'administration peut nommer, sur proposition du président, un ou plusieurs autres directeurs généraux adjoints dans les conditions prévues par l'Acte Uniforme. Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers sût que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

ARTICLE 23. REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS

23.1 L'assemblée générale peut allouer aux administrateurs à titre d'indemnité de fonction, une somme fixe annuelle, dont le montant est porté aux charges d'exploitation et reste maintenu jusqu'à décision contraire. Le conseil d'administration répartit librement cette rémunération entre ses membres.

23.3 Le conseil d'administration peut également allouer pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs des rémunérations exceptionnelles. Les administrateurs ne peuvent recevoir de la Société aucune rémunération, permanente ou non, autre que celles prévues dans les paragraphes précédents, sauf s'ils sont liés à la Société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par l'Acte Uniforme et les présents Statuts.

ARTICLE 24. PROGRAMMES ET BUDGETS

Sauf stipulation contraire des présents Statuts, la gestion de la Société sera conduite conformément aux programmes et aux budgets approuvés par l'assemblée générale des actionnaires.

ARTICLE 25. CONVENTIONS REGLEMENTEES

25.1 Sous réserve des interdictions légales, les conventions entre la Société et le président-directeur général, l'un de ses administrateurs, l'un de ses directeurs généraux adjoints ou un actionnaire détenant une participation supérieure ou égale à dix pour cent (10 %) du capital de la Société, ou intéressant ces derniers, sont soumises aux formalités et obligations de contrôle et d'autorisation par le conseil d'administration et/ou l'assemblée générale prescrites par l'Acte Uniforme.

ARTICLE 26. CONVENTIONS INTERDITES

26.1 A peine de nullité de la convention, il est interdit aux administrateurs, au président-directeur général et, le cas échéant, aux directeurs généraux adjoints ainsi qu'à leurs conjoint, ascendants ou descendants et aux autres personnes interposées, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

26.2 Cette interdiction ne s'applique pas aux personnes morales membres du conseil d'administration. Toutefois, leur représentant permanent, lorsqu'il agit à titre personnel, est également soumis à l'interdiction exposée dans le paragraphe précédent.

ARTICLE 27. CAUTIONS, AVALS, GARANTIES

(signatures)

27.1 Les cautions, avals, garanties autonomes, contre-garanties autonomes et autres garanties souscrits par la Société pour des engagements pris par des tiers font l'objet d'une autorisation préalable du conseil d'administration.

27.2 Le conseil d'administration peut, dans la limite d'un montant total qu'il fixe, autoriser le directeur général à donner des cautions, avals, garanties, garanties autonomes ou contre garanties autonomes pour des engagements pris par des tiers. La durée de cette autorisation ne pourra être supérieure à un (1) an.

27.3 Cette autorisation peut également fixer, par engagement, un montant au-delà duquel la caution, l'aval, la garantie, la garantie autonome ou la contre-garantie autonome de la Société ne peut être donnée.

27.4 Lorsqu'un engagement dépasse l'un ou l'autre des montants ainsi fixés, l'autorisation préalable du conseil d'administration est requise dans chaque cas.

27.5 Le président- peut déléguer le pouvoir qu'il a reçu en application du présent Article.

27.6 Les cautionnements, avals, garanties autonomes et autres garanties donnés, sans autorisation, pour des engagements pris par des tiers sont nuls.

27.7 Si les cautionnements, avals, garanties autonomes et autres garanties ont été donnés pour un montant total supérieur à la limite fixée pour la période en cours, le dépassement ne peut être opposé aux tiers qui n'en ont pas eu connaissance à moins que le montant de l'engagement invoqué excède, à lui seul, l'une des limites fixées par la décision du conseil d'administration prise en application des stipulations du présent Article. Dans ce cas, les cautionnements, avals, garanties autonomes ou autres garanties sont nuls.

TITRE V. COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 28. COMMISSAIRES AUX COMPTES

28.1 Le contrôle des comptes de la Société est effectué par un commissaire aux comptes titulaire et son suppléant, désignés par l'assemblée générale ordinaire. Ils exercent leur mission conformément à l'Acte Uniforme. Le commissaire aux comptes titulaire remplit la mission qui lui est dévolue par l'Acte Uniforme.

28.2 En cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès du commissaire aux comptes titulaire, sa mission est remplie par le commissaire aux comptes suppléant.

28.3 La durée du mandat du commissaire aux comptes est de six (6) exercices lorsque sa nomination intervient en cours de vie sociale. Ses fonctions expirent à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle qui examine les comptes de la Société de l'exercice considéré. Le mandat du commissaire aux comptes est renouvelable.

28.4 Le commissaire aux comptes émet une opinion certifiant la régularité et la sincérité de l'inventaire, du compte d'exploitation générale, du compte pertes et profits et du bilan.

28.5 Ils a pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion de la Société, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux.

(signatures)

28.6 Il vérifie également la sincérité des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires, sur la situation financière et les comptes de la Société.

28.7 Le commissaire aux comptes s'assure que l'égalité a été respectée entre les actionnaires.

28.8 A toute époque de l'année le commissaire aux comptes entreprend toutes vérifications et tous contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer sur place toutes pièces qu'il estime utile à l'exercice de sa mission et notamment tous contrats, livres, documents comptables et registres de procès-verbaux.

28.9 Il a le droit en cas d'urgence de convoquer l'assemblée générale ordinaire ou extraordinaire, par lettre au porteur contre récépissé ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lorsqu'il a requis vainement la convocation du conseil d'administration.

28.10 Pour les besoins de la vérification des états financiers de la Société par l'assemblée générale annuelle ou pour tous contrôles requérant une spécialisation, le commissaire aux comptes peut, sous réserve d'autorisation de la Société, se faire assister, aux frais de la Société, par un cabinet d'auditeurs ou d'experts indépendants de réputation internationale de son choix. En ce cas, le Commissaire aux comptes transmettra aux actionnaires le rapport des auditeurs ou des experts indépendants avec ses commentaires et observations ainsi qu'éventuellement ceux du conseil d'administration.

Sont nommées respectivement Commissaire aux Comptes Titulaire et Commissaire aux Comptes Suppléant :

- La société « **IBN SARL** », Société à Responsabilité Limitée, au Capital social de 2000 USD (Dollars Américains Deux Mille), immatriculé au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de la ville de Kinshasa sous le numéro CD/KIN/RCCM/14-83-N88401Z dont le siège social est situé au numéro 4, quartier sans fils, dans la commune de Masina, en République Démocratique du Congo, poursuites et diligences de son Gérant Mr IFEKA BONKOMO Nelson, sous le numéro : **ONEC/EC/000383/17**.
- Le commissaire Suppléant sera installé lors du démarrage des activités d'exploitation car la société étant encore en phase de recherche.

TITRE VI. DECISIONS COLLECTIVES DES ACTIONNAIRES

ARTICLE 29. POUVOIRS DE L'ASSEMBLEE GENERALE

29.1 L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société.

29.2 Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, incapables ou dissidents.

29.3 L'assemblée des actionnaires délibère dans les conditions fixées par l'Acte Uniforme.

(signatures)

29.4 Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales ordinaires, extraordinaires, selon la nature des décisions à prendre.

29.5 Les assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les Statuts.

29.6 Les assemblées générales extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications des Statuts.

ARTICLE 30. CONVOCATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

30.1 L'assemblée générale des actionnaires est convoquée par le conseil d'administration.

30.2 A défaut, elle peut être convoquée :

- Par le commissaire aux comptes dans les conditions fixées à l'Article 28 des Statuts ;
- par un mandataire ad hoc désigné par le président de la juridiction compétente, statuant à bref délai, à la demande soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou de plusieurs actionnaires représentant au moins le dixième du capital social, ou
- par le liquidateur.

30.3 La convocation doit parvenir ou être portée à la connaissance des actionnaires quinze jours (15) au moins avant la date de l'assemblée, soit par insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social, soit par lettre au porteur contre récépissé lettre recommandée avec demande d'avis de réception, télécopie ou courrier électronique adressée à chaque actionnaire.

30.4 Les convocations par télécopie ou courrier électronique ne sont valables que si l'actionnaire a préalablement donné son accord écrit et communiqué son numéro de télécopie ou son adresse électronique, selon le cas.

30.5 Les convocations indiquent la date, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée générale. Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six (6) jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première assemblée. Les convocations de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première.

ARTICLE 31. ORDRE DU JOUR

31.1 L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation ou, le cas échéant, par la juridiction ayant désigné le mandataire ad hoc ayant convoqué l'assemblée générale.

31.2 L'ordre du jour ne peut être modifié sur deuxième convocation ou, le cas échéant, pour les assemblées générales extraordinaires, sur troisième convocation,

31.3 Un ou plusieurs actionnaires ont la faculté de requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées, conformément aux dispositions l'Acte Uniforme.

(signatures)

20

31.4 L'assemblée générale ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 32. LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

ARTICLE 33. ACCES AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

33.1 Tout actionnaire peut participer aux assemblées, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité et de la propriété de ses actions, sous la forme d'une inscription nominative à son nom dans le registre des titres nominatifs au jour de l'assemblée générale.

33.2 Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

33.3 Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient actionnaires ou non.

33.4 Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires ayant voté par correspondance. Sont autorisés à voter par lettre au porteur contre récépissé, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par courrier électronique, les actionnaires qui ont informé le conseil d'administration de leur absence au moins trois (3) jours avant la tenue de l'assemblée. Les votes par correspondance doivent être réceptionnés par la Société au moins vingt-quatre (24) heures avant la tenue de l'assemblée.

33.5 Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires participant à l'assemblée à distance, par visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication transmettant au moins la voix, permettant leur identification et satisfaisant des caractéristiques techniques permettant la retransmission en continue et simultanée des délibérations. Les actionnaires qui participent à l'assemblée à distance votent oralement.

ARTICLE 34. ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

34.1 L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions autres que celles qui sont expressément réservées à l'assemblée générale extraordinaire par l'article 551 de l'Acte Uniforme et aux assemblées générales spéciales par l'article 555 de l'Acte Uniforme.

34.2 En particulier, l'assemblée générale ordinaire a compétence pour statuer sur les questions suivantes :

- la nomination des administrateurs ;
- la nomination des commissaires aux comptes ;
- l'approbation des comptes annuels de la Société ;
- la décision d'affectation du résultat (y compris, en cas de bénéfice distribuable, décision de distribution de dividende); la ratification des conventions réglementées dans les conditions fixées à l'Article 25 des présents Statuts; l'émission d'obligations.

(signatures)

34.3 L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois par an, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice, sous réserve de la prorogation de ce délai par décision de justice.

34.4 Elle ne délibère valablement que si la moitié des actionnaires est présente ou représentée. A défaut de ce quorum, une deuxième assemblée est convoquée à une date postérieure d'un mois au plus à celle de la première convocation. Aucun quorum n'est requis sur seconde convocation.

34.5 Elle statue à la majorité simple de cinquante pour cent (50 %) des voix plus une voix des voix exprimées dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance. Il n'est pas tenu compte des bulletins ou votes blanc.

ARTICLE 35. ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

35.1 Sauf disposition contraire des Statuts ou de l'Acte Uniforme, l'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les Statuts dans toutes leurs dispositions.

35.2 L'assemblée générale extraordinaire a également compétence pour statuer sur les questions suivantes :

- autoriser la prise de participation par la Société dans une société tierce ;
- autoriser l'aliénation des actifs indispensables à la conduite des opérations de la Société ;
- autoriser les fusions, scissions, transformations et apports partiels d'actifs ;
- autoriser la Société à faire appel public à l'épargne par vente d'actions existantes, émission d'actions nouvelles, émission de valeurs mobilières autres que les obligations; modifier l'objet social de la Société ;
- augmenter le capital de la Société, notamment par émission d'actions nouvelles, ou réduire le capital de la Société;
- autoriser l'émission d'obligations par la Société ;
- transférer le siège social de la Société en toute autre ville de la République Démocratique du Congo ou sur le territoire d'un autre Etat, et dissoudre par anticipation la Société ou en proroger la durée.

35.3 L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions. A défaut de ce quorum, une deuxième assemblée peut être convoquée à une date postérieure d'un (1) mois au plus à celle à laquelle la première assemblée a été convoquée. Cette seconde assemblée ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions.

35.4 Elle statue à la majorité qualifiée des trois quarts des voix exprimées dont disposent les actionnaires présents ou représentés. Il n'est pas tenu compte des bulletins ou votes blancs.

35.5 L'assemblée générale extraordinaire ne peut cependant accroître les engagements des actionnaires au-delà de leurs apports qu'avec l'accord unanime des actionnaires.

ARTICLE 36. DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

(signatures)

36.1 Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de statuer en toute connaissance de cause sur la gestion et la marche de la Société.

36.2 Il peut ainsi prendre connaissance, par lui-même ou par le mandataire qu'il a désigné, au siège social de la Société, en ce qui concerne l'assemblée générale ordinaire annuelle :

- de l'inventaire, des états financiers de synthèse et de la liste des administrateurs ;
- des rapports du commissaire aux comptes et du conseil d'administration qui sont soumis à l'assemblée ;
- le cas échéant, du texte de l'exposé des motifs, des résolutions proposées, ainsi que des renseignements concernant les candidats au conseil d'administration ;
- de la liste des actionnaires ; et
- du montant global certifié par les commissaires aux comptes des rémunérations versées aux dix (10) ou cinq (5) dirigeants sociaux et salariés les mieux rémunérés selon que l'effectif de la Société excède ou non deux cents (200) salariés. Le droit de prendre connaissance s'exerce durant les quinze (15) jours qui précèdent la tenue de l'assemblée générale. Il emporte, pour l'actionnaire, le droit de prendre copie des documents visés ci-dessus à ses frais.

36.3 Sauf en ce qui concerne l'inventaire.

36.4 En ce qui concerne les assemblées autres que les assemblées générales ordinaires le droit de prendre connaissance porte sur les documents suivants :

- le texte des résolutions proposées ;
- le rapport du conseil d'administration ; et
- le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes ou du liquidateur.

36.5 Tout actionnaire peut à tout moment consulter et prendre copie :

- des documents sociaux mentionnés ci-dessus relativement aux trois derniers exercices ;
- des procès-verbaux et feuilles de présence des réunions du conseil d'administration ;
- des procès-verbaux et feuilles de présence des assemblées tenues au cours des trois derniers exercices ;
- des conventions réglementées conclues par la Société.

36.6 Tout actionnaire a le droit de poser au président , deux (2) fois par exercice, des questions écrites sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse à ces questions est également communiquée au commissaire aux comptes.

ARTICLE 37. BUREAU - FEUILLE DE PRESENCE - PROCES-VERBAUX

37.1 Les assemblées sont présidées par le président ou, en cas d'empêchement du président , par l'actionnaire ayant ou représentant le plus grand nombre d'actions. A défaut, l'assemblée désigne son président de séance.

37.2 Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux (2) actionnaires présents et l'acceptant, qui disposent, tant par eux-mêmes que comme mandataires, du plus grand nombre d'actions.

(signatures)

37.3 L'assemblée désigne un secrétaire, actionnaire ou non, afin d'établir le procès-verbal des débats.

37.4 Une feuille de présence, émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexes les pouvoirs donnés à chaque mandataire et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance, est certifiée sincère et véritable par les scrutateurs.

37.5 Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément aux dispositions de l'Acte Uniforme.

TITRE VII. BILAN SOCIAL : AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 38. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre.

ARTICLE 39. INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

39.1 Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément aux lois et règlements en vigueur.

39.2 A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

39.3 Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat et rappelant pour comparaison le bilan et le tableau de formation du résultat de l'exercice précédent.

39.4 Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

39.5 Le conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

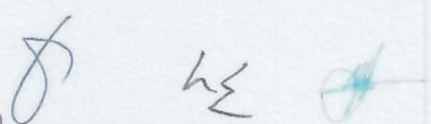
ARTICLE 40. AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

40.1 Si les comptes de l'exercice approuvés par l'assemblée générale font apparaître un bénéfice distribuable tel qu'il est défini par l'Acte Uniforme, l'assemblée générale décide de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

40.2 Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

40.3 Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé successivement :

(signatures)



- Dix pour cent (10%) au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le cinquième du capital social. Il reprend son cours lorsque pour une raison quelconque la réserve est descendue au-dessous de ce cinquième.
- Toute somme fixée par décision collective ordinaire des actionnaires, sur proposition du conseil d'administration, pour être reportée à nouveau ou affectée à la création de toute réserve générale ou spéciale dont ils détermineront l'emploi ou la destination.

40.4 Le bénéfice distribuable, s'il en existe, est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux. L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, hormis les réserves considérées comme indisponibles par la loi, l'Acte Uniforme ou les Statuts, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

40.5 Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres de la Société sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que l'Acte Uniforme ou les Statuts ne permettent pas de distribuer.

40.6 Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 41. PAIEMENT DES DIVIDENDES

41.1 Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de l'Acte Uniforme ou des Statuts, a réalisé un bénéfice, l'assemblée générale détermine si des dividendes peuvent être distribués après l'approbation des comptes de l'exercice et constatation de l'existence des sommes distribuables.

41.2 Les dispositions du présent Article 41.2 s'appliquent tant et aussi longtemps que la Société n'aura pas remboursé la totalité de ces dettes et emprunts. Dans la mesure où les règles prévues à l'Article 41.1 ci-dessus sont respectées, l'assemblée générale préservera (et les actionnaires s'engagent à voter en faveur de toute résolution à cette fin) un pourcentage des Bénéfices de Distribution, à raison de trente pour cent (30%), pour le paiement de dividendes. Tout dividende ainsi déclaré sera distribué entre les actionnaires au prorata de leur participation dans le capital de la Société, chaque actionnaire ayant la faculté (sans pour autant y être tenu d'une quelconque manière) de renoncer à de tels dividendes. Aux fins du présent Article 41.2: le terme « Bénéfices de Distribution » signifie, à l'égard d'un exercice financier, le montant des bénéfices tel que certifié par le commissaire aux comptes (tel que prévue l'Article 41.1), avant la déduction des coûts de remboursement de dettes, d'emprunts et autre charges financières.

41.3 Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale ou, à défaut, par le conseil d'administration.

(signatures)

41.4 La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de la juridiction compétente.

41.5 Le conseil d'administration peut décider d'une distribution de dividendes en nature.

41.6 Des acomptes sur dividendes peuvent être versés trimestriellement suivant une décision du conseil d'administration. Le trop perçu sur les dividendes dus est remboursable à la date de sa constatation.

TITRE VIII. DISSOLUTION – LIQUIDATION – LITIGES

ARTICLE 42. DISSOLUTION – LIQUIDATION

42.1 Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévus par l'Acte Uniforme, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé à l'Article 5 ou par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

42.2 La personnalité de la Société subsiste même après la dissolution de la Société pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. Pendant la liquidation la mention « société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

42.3 La liquidation est effectuée dans les conditions prévues par l'Acte Uniforme.

42.4 Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'Article 35. L'assemblée générale dispose des pouvoirs les plus étendus pour révoquer le ou les liquidateurs et déterminer leurs émoluments. Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif de la Société, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

42.5 L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

42.6 Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

42.7 Les actionnaires sont convoqués en fin de liquidation pour approuver les comptes de clôture de la liquidation, donner le quitus au liquidateur pour sa gestion et décider la clôture de la liquidation.

42.8 La réunion de toutes les actions en une seule main, n'est pas une cause de dissolution de la Société.

ARTICLE 43. CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL

43.1 Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

(signatures)

43.2 Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés anonymes, dans les deux (2) ans qui suivent la date de clôture de l'exercice déficitaire, être réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

43.3 En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'assemblée n'a pu délibérer valablement.

43.4 Toutefois, la juridiction compétente saisie d'une demande ne peut prononcer la dissolution si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 44. LITIGES ET CONTESTATIONS

44.1 En cas de litiges et contestations entre les actionnaires et la Société ou entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet ou à raison des affaires sociales, la partie concernée s'engage, avant d'instituer toute procédure arbitrale, et sauf urgence, à rencontrer l'autre ou les autres parties pour tenter de parvenir à un règlement à l'amiable. A cet effet, le délégué de la partie concernée rencontrera l'autre ou les autres parties dans les quinze (15) jours ouvrables de l'invitation à une telle rencontre adressée par lettre recommandée par la partie la plus diligente à l'autre ou aux autres parties concernées. Si cette réunion n'a pas lieu dans ce délai ou si le litige ou différend ne fait pas l'objet d'un règlement écrit par toutes les parties concernées dans les quinze (15) jours ouvrables de la réunion, à l'initiative de la partie la plus diligente, le différend sera tranché définitivement suivant le règlement d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale par un ou plusieurs arbitres nommés conformément à ce règlement.

44.2 L'arbitrage aura lieu à Paris et la procédure sera conduite en français avec traduction simultanée en anglais. Les parties à l'arbitrage pourront présenter leurs documents en langue anglaise ou française.

44.3 Le tribunal arbitral appliquera le droit congolais, toutefois en cas de vide juridique le tribunal arbitral pourra se référer aux principes généraux du droit du commerce international.

44.4 La sentence arbitrale a un caractère définitif et obligatoire. Les parties s'engagent à exécuter sans délai et de bonne foi la sentence rendue par les arbitres conformément aux dispositions du présent article et renoncent par les présentes à se prévaloir de toute immunité de juridiction ou d'exécution dans le cadre de sa mise en œuvre. L'exequatur de la sentence peut être demandé à tout tribunal compétent.

ARTICLE 45. POUVOIRS

45.1. L'Assemblée Générale des actionnaires mandat à Me Christian Lukusa Kantumunda, John Kaninda Tshibangu, Josué Mulumba, Déborah Mbayo, Etienne Kapita, Bruce Kavul tous domiciliés au local 7, 4^{ème} Niveau, CTC SHOPPING MALL d'agir individuellement et indépendamment l'un de l'autre à l'effet de procéder aux formalités d'enregistrement au Guichet Unique, de publication au Journal Officiel de la République, d'authentification.

Fait à Lubumbashi, le 16 aout 2019.
En 6 (Six) exemplaires originaux.

(signatures)

27

ACTIONNAIRES	SIGNATURES	ACTIONS	%
AVZ INTERNATIONAL PTY LTD		600	60
COMINIÈRE SA		250	25
DATHOMIR MINING SARL		150	15
TOTAL		1000	100

Antenne de GUCE Lubumbashi

Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM)



ACCUSE DE RECEPTION

A la date ci-dessous, le Guichet Unique de Création d'Entreprise (GUCE) accuse bonne réception de votre dossier numéro 19/LSH/IC/003900 pour MODIFICATION de la société dont la dénomination sociale est : **DATHCOM MINING**.

IDENTIFICATION DE LA SOCIETE

Dénomination sociale	: DATHCOM MINING
Numéro RCCM	: CD/LSH/RCCM/19-B-00935
Date immatriculation RCCM	: 09/12/2019

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA PERSONNE MORALE

Forme juridique	: Société anonyme pluripersonnelle (SA)
Capital social	: 100000000 CDF
Adresse du siège social	: COMPLEXE LA PIAZZA HYPER PSARO CROISEMENT DES. av. SIAO ET LUMUMBA, C/Lubumbashi, V/Lubumbashi, P/Katanga
Secteur d'activité principal	: Services
Activité principale	: Services personnels N.C.A.
Durée	: 99
Origine	: Création
Date début exploitation	: 15/12/2016

TYPES DE MODIFICATIONS

- Modification des activités
- Transformation
- Changement des organes de gestion ou direction

OBJET ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

- Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société DATHCOM MINING SAS, ayant pour ordre du jour les résolutions suivantes: - Renonciation aux formalités de convocation; - Confirmation de la reconduction du mandat d'IBN en tant qu'auditeur de DATHCOM MINING SAS et de la nomination de Emergence Consulting Sarl en que deuxième auditeur à la demande de COMINIERE SA; -Approbation de l'évaluation de ces propriétés et de tout avantage particulier; - Approbation du rapport de l'auditeur sur la situation de l'entreprise et l'évaluation des actifs qui constituent les actifs sociaux et les avantages particuliers; - Approbation des comptes annuels audités présentés par IBN en tant qu'auditeur de DATHCOM MINING SAS; - Approbation de l'évaluation des actifs de DATHCOM MINING SAS. - Approbation du rapport certifiant l'existence du capital social requis de DATHCOM MINING SAS; - Approbation de DATHCOM MINING SAS en SA; - Approbation de DATHCOM MINING SAS dans SA; - Confirmation des directeurs et des équipes de direction de DATHCOM MINING SAS; - Approbation de DATHCOM MINING SAS en SA; - Ratification du contrat d'achat de vente d'actions; - Résolution sur le pourcentage de détention de 10 pour cents;

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MODIFICATIONS EFFECTUEES

	Ancienne valeur	Nouvelle valeur
Forme juridique	Société par actions simplifiée pluripersonnelle (SAS)	Société anonyme pluripersonnelle (SA)
Activités accessoires	la société a pour objet principal, en République la société a pour objet principal, en République Démocratique du Congo et à l'étranger ,tant Démocratique du Congo et à l'étranger ,tant pour son propre compte ou pour le compte des tiers, soit par l'entremise des tiers, personnes physiques ou personnes morales, soit conjointement , soit en participation ou sous conjointement , soit en participation ou sous toute autre forme légale, toutes activités se toute autre forme légale, toutes activités se rapportant directement ou indirectement , à la prospection, à la recherche, à l'exploitation, au traitement , à l'extraction, à la transformation et traitement , à l'extraction, à la transformation et à la commercialisation de divers métaux, à la commercialisation de divers métaux, ressources et minéraux ainsi qu'à toutes ressources et minéraux ainsi qu'à toutes autres activités minières et , ou indirectement et autres activités minières et , ou indirectement	

aux activités industrielles diverses ayant trait à et aux activités industrielles diverses ayant trait
l'essor de la prospection de la recherche de à l'essor de la prospection de la recherche de
l'exploitation du traitement, de l'extraction, de l'exploitation du traitement, de l'extraction, de
la production de la transformation et de la la production de la transformation et de la
commercialisation de divers métaux, commercialisation de divers métaux,
ressources et substances minérales ainsi qu'à ressources et substances minérales ainsi qu'à
toutes autres activités minières et ou activités toutes autres activités minières et ou activités
ou opérations de nature à favoriser la ou opérations de nature à favoriser la
réalisation de cet objet. Acet effet, elle pourra réalisation de cet objet.

accomplir , en République Démocratiquedu
Congo ou à l'étranger tous actes quelconques
et toutes opérations financières , industrielles,
commerciales et mobilières ayant un rapport
direct ou indirect avec son objet social au
pouvant faciliter la réalisation de son objet.

Type d'administration	-	Conseil d'administration
Dirigeants	FERGUSON MUNRO NIGEL, né(e) le 03/12 /1962 à KUCHING, AU	FERGUSON MUNRO NIGEL, né(e) le 03/12 /1962 à KUCHING, AU
Dirigeants	-	JOHNSTON GRAEME GODSMAN, né(e) le 12 /05/1962 à GLASGOW, AU
Dirigeants	-	TSHISEKE MULUKENU BALTHAZAR, né(e) le 06/07/1967 à LUBUMBASHI, CD
Dirigeants	-	MWAMBA MISAO ATHANASE, né(e) le 13/04 /1960 à MBUJI MAYI, CD
Dirigeants	-	NKANGA BASELE PASCAL, né(e) le 17/01 /1959 à LUSAMBO, CD
Statuts	Ancien document	Nouveau document

FRAIS PAYES

Frais RCCM	: 66 700 CDF
Frais bancaires	: 12 500 CDF
Frais authentification	: 66 700 CDF

Fin de l'accusé de réception

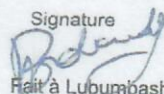
CHRISTIAN LUKUSA KANTUMUNDA, requérant

Signature



DIDO BOLONDO BUKA, conseiller

Signature



Fait à Lubumbashi, le 18/12/2019

Le présent document a été établi sur base des articles 50 et 66 de l'AUDCG prévoyant un contrôle à posteriori à intervenir dans les trois mois à compter de la date de l'immatriculation au RCCM.
Sous réserve des erreurs à décoller qui pourraient faire l'objet de modification d'office.